



## Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

33 | 2006

Relations sociales et espace public

---

# De l'histoire sociale au tournant linguistique et au-delà. Où va l'historiographie britannique ?

*From Social History to the Linguistic Turn - and beyond. Where is British Historiography going?*

Gareth Stedman Jones

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1150>

DOI : 10.4000/rh19.1150

ISSN : 1777-5329

### Éditeur

La Société de 1848

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 143-166

ISSN : 1265-1354

### Référence électronique

Gareth Stedman Jones, « De l'histoire sociale au tournant linguistique et au-delà. Où va l'historiographie britannique ? », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 33 | 2006, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1150> ; DOI : 10.4000/rh19.1150

---

Tous droits réservés

GARETH STEDMAN JONES

*De l'histoire sociale au tournant linguistique  
et au-delà. Où va l'historiographie britannique?*<sup>1</sup>

L'histoire sociale peut être définie de maintes façons. Il peut s'agir d'un ensemble de domaines de recherche techniquement spécialisés : histoire de la population, histoire de l'alimentation, histoire de l'évolution des modes d'exploitation agricole, d'habitation ou de colonisation des territoires, histoire des convenances, de la séduction, de l'alphabétisation, du sport, etc. Mais il peut aussi s'agir d'une approche générale, une approche visant à gratter l'écorce des événements politiques pour mettre au jour une réalité au contenu notionnel plus fondamental qui sous-tendrait le développement d'un peuple, d'une culture ou d'une classe. Il va sans dire que cet essai traitera des branches techniques et spécialisées de l'histoire sociale puisque celles-ci ont contribué de façon considérable au prestige et au sens de l'innovation qu'on associe à l'histoire sociale britannique entre 1945 et 1975. Mais c'est l'histoire sociale dans sa seconde acception qui fera ici l'objet de la plus grande attention. Le présent article examinera en premier lieu l'émergence et le triomphe d'une manière d'être et d'agir, d'un ensemble d'opinions et d'hypothèses déjà importantes dans la façon d'écrire l'histoire britannique depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, mais qui devinrent prépondérantes au cours des trois décennies suivant la Seconde guerre mondiale. L'article examinera ensuite le rôle du tournant linguistique dans le déclin et le remplacement de cet ensemble de comportements. Pour finir, certaines des approches les plus intéressantes qui se sont substituées à l'histoire sociale seront brièvement évoquées ici.

Je tâcherai également de démontrer que le tournant linguistique n'est en aucun cas le seul changement majeur d'orientation qui se soit produit dans l'historiographie britannique de ces vingt dernières années, mais que son importance a été considérablement renforcée par des changements parallèles survenus dans les diverses façons d'appréhender l'histoire économique de la Grande-Bretagne. De profondes mutations dans ces deux domaines ont amené les spécialistes à concentrer leur attention sur l'histoire à long terme

---

1. Conférence prononcée à l'ÉHÉSS (Paris) le 19 mai 2005 ; texte traduit de l'anglais par Emile Gourdet, étudiante en master 2, sous la direction d'Antoine Cazé, professeur à l'Université d'Orléans et responsable du Master Traduction.

de l'État britannique, tant dans sa dimension nationale qu'impériale, inversant ainsi une tendance historiographique qui remontait au XIX<sup>e</sup> siècle.

La réputation internationale de l'histoire sociale britannique vient de ce qu'on a pu voir en elle un ensemble spécifique de préoccupations qui s'est mis en place dans les années 1960 et 1970. Mais à l'époque, ce qui semblait converger c'était un certain nombre de domaines de recherche et d'angles d'approche de provenances très diverses et d'intérêt fort variable. Certains d'entre eux étaient réellement novateurs, souvent inspirés de fraîche date des modèles européens ou nord-américains. D'autres en revanche, en particulier les plus controversés et les plus séduisants, étaient profondément ancrés dans un socle de présupposés culturels dont les fondements remontaient au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Si les divers arguments à propos du tournant linguistique donnèrent lieu à tant de débats enflammés et bien souvent embrouillés au cours des années 1980 et 1990, c'est parce qu'ils mettaient en évidence la fragilité de certains des présupposés qui avaient assuré la cohésion de l'histoire sociale depuis les années 1950. Qui plus est, ces arguments mettaient en exergue la nécessité d'un changement radical de perspective : il s'agissait non seulement d'envisager une nouvelle façon d'écrire l'histoire mais aussi, plus spécifiquement, de réfléchir plus spécifiquement à l'histoire britannique et à sa place dans l'évolution du monde.

Je me propose de commencer par énumérer quelques-unes des sources et composantes les plus neuves de ce qu'on en vint à définir comme l'histoire sociale dans les années 1960. En premier lieu apparut, dans certains domaines rattachés à l'histoire, un intérêt modéré mais croissant pour les approches françaises de l'histoire sociale, en particulier celle de l'école des *Annales*. Les historiens groupés autour de la revue *Past and Present* – qu'ils fussent marxistes, comme Eric J. Hobsbawm et Rodney H. Hilton, ou non, comme John H. Elliott et Hugh Trevor-Roper –, adhéraient à la critique de « l'histoire événementielle »<sup>2</sup> développée dans les *Annales* et à l'idée de « longue durée »<sup>3</sup> avancée par Braudel. Les *Annales* eurent une influence toute particulière sur les approches concernant le début de l'époque moderne et suscitèrent un débat nourri sur la nature des révolutions qui eurent lieu au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle en tant que résultats présumés d'une « crise générale »<sup>4</sup>. Dans le même temps, d'autres spécialistes du début de l'époque moderne comme Keith V. Thomas, Peter Burke, Robert W. Scribner, Stuart Clark ou David Wootton, s'inspirant de sources aussi diverses que les œuvres de Norbert Elias, de Philippe Ariès ou d'Edward Evans-Pritchard, mirent en place des approches novatrices de ce que les historiens des *Annales* appelaient les

2. Note du traducteur (ci-après, NdT) : en français dans le texte.

3. NdT : en français dans le texte.

4. Voir Geoffrey Parker et Lesley M. Smith (eds.), *The General Crisis of the Seventeenth Century*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1978.

« mentalités »<sup>5</sup>. Les écrits de ces spécialistes faisaient écho aux préoccupations de Lucien Febvre, Jacques Le Goff et Emmanuel Le Roy Ladurie. La plus célèbre et la plus pionnière de ces études, *Religion and the Decline of Magic* de Keith V. Thomas, fut l'une des premières à employer les observations et les techniques de l'anthropologie sociale dans le cadre d'un vaste débat sur le passage du monde pré-moderne au monde moderne<sup>6</sup>.

En histoire moderne et contemporaine, l'innovation fut en grande partie le fruit d'une convergence d'intérêts inhabituelle entre historiens et sociologues. Ce fut Edward H. Carr qui donna le ton dans ses célèbres conférences regroupées dans *What is History?* qui, en 1961, exprimaient son aspiration à une union de l'histoire et de la sociologie<sup>7</sup>. Cet intérêt commun fut en partie suscité par les programmes de recherche en administration sociale et en sociologie mis en place à la *London School of Economics and Political Science*, ainsi que par les interrogations autour du développement de l'État-providence après 1945. Dans le domaine de l'administration sociale, Richard M. Titmuss, Brian Abel-Smith et Peter Townsend étudièrent les conséquences de la politique sociale sur la santé et sur la configuration des classes dans la société contemporaine, sur l'aménagement urbain et sur la mobilité sociale ou scolaire, ou encore sur la vie des personnes âgées. En matière de sociologie, les travaux de David Lockwood et John H. Goldthorpe présentèrent un intérêt tout particulier pour les spécialistes d'histoire contemporaine, notamment parce qu'ils faisaient la distinction entre une classe ouvrière « traditionnelle » et une « nouvelle classe ouvrière », moins déférente, plus déterminée, dans la Grande-Bretagne industrielle moderne<sup>8</sup>. Sur un plan plus théorique, les implications historiques des distinctions entre classe, statut et pouvoir avancées par Max Weber suscitérent elles aussi de larges débats<sup>9</sup>. Des spécialistes de la révolution du XVII<sup>e</sup> siècle, de la structure sociale au XVIII<sup>e</sup> siècle et de

---

5. NdT : en français dans le texte.

6. Voir Keith Vivian Thomas, *Religion and the Decline of Magic : Studies in Popular Beliefs in Sixteenth and Seventeenth Century England*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1971 ; Peter Burke, *Popular Culture in Early Modern Europe*, Londres, Temple Smith, 1978 ; Robert William Scribner, *For the Sake of Simple Folk : Popular Propaganda for the German Reformation*, Cambridge Studies in Oral and Literate Culture, n° 2, Cambridge, Cambridge University Press, 1981. ; Stuart Clark, *Thinking with Demons : the Idea of Witchcraft in Early Modern Europe*, Oxford, Clarendon press/New York, Oxford University Press, 1997 ; David Wootton, *Paolo Sarpi : Between Renaissance and Enlightenment*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

7. Edward Hallett Carr, *What is History?*, The George Macaulay Trevelyan Lectures, Londres, Macmillan/New York, St. Martin's Press, 1961, traduction française *Qu'est-ce que l'histoire? : conférences prononcées dans le cadre des George Macaulay Trevelyan lectures à l'Université de Cambridge, janvier-mars 1961*, 10-18 Bibliothèques, Paris, 10-18, 1996.

8. Richard Morris Titmuss et Brian Abel-Smith, *The Cost of the National Health Service in England and Wales*, Cambridge, Cambridge University Press, 1956 ; Peter Townsend, *The Family Life of Old People : An Inquiry in East London*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1957.

9. Voir Ralf Dahrendorf, [*Soziale Klassen und Klassenkonflikt in der industriellen Gesellschaft.*] *Class and Class Conflict in Industrial Society*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1959, traduction française *Classes et conflits de classes dans la société industrielle*, L'Œuvre sociologique, Paris/La Haye, Mouton, 1972 ; Walter Garrison Runciman, *Social Science and Political Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1963.

la Grande-Bretagne urbaine du XIX<sup>e</sup> siècle, parmi lesquels Lawrence Stone, Harold J. Perkin, Asa Briggs et Harold J. Dyos, démontrèrent l'intérêt qu'il y avait à adopter une approche s'appuyant sur les sciences humaines, que ce fût pour réexaminer d'anciennes questions historiques (comme l'étude comparative des révolutions) ou pour défricher de nouveaux champs de recherche (comme l'histoire urbaine, la structuration de la société en classes, les phénomènes migratoires)<sup>10</sup>.

Les techniques statistiques commencèrent également à être appliquées de façon systématique à l'étude de la population et au domaine de l'histoire économique : Phyllis Deane et son étude quantitative de la croissance économique britannique de 1688 à la fin des années 1950, menée au Département d'Économie Appliquée de l'Université de Cambridge, en est un exemple<sup>11</sup>. De fait, dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la réussite la plus brillante et la plus durable de la recherche en histoire sociale britannique fut à maints égards la reconstitution par le *Cambridge Group for the History of Population and Social Structure* (Edward A. Wrigley, Roger S. Schofield) de l'histoire de la population britannique depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, mettant pour ce faire à contribution des groupes de volontaires locaux afin qu'ils examinent les registres de leur paroisse, et employant une technique de calcul rétrospectif. Ces travaux s'inspiraient principalement de la tradition en recherche démographique introduite par David Glass à la *London School of Economics*. Mais ils furent également stimulés par la familiarisation avec les nouvelles techniques de reconstitution démographique que l'on associe aux recherches franco-suissees sur les cohortes et les cycles démographiques longs. Qui plus est, le Groupe de Cambridge fondé par Peter Laslett fut également associé à des approches radicalement neuves de la structure sociale et de la famille du début de l'époque moderne. Parmi les travaux du groupe, deux des plus controversés furent menés par Peter Laslett et Alan MacFarlane : dans *The World We Have Lost*, le premier défendait l'idée selon laquelle la société anglaise du XVII<sup>e</sup> siècle ne comportait qu'une seule classe ; le second insistait sur le caractère unique de l'individualisme anglais qui, selon lui, était au cœur du système juridique et de la structure familiale depuis les premiers temps de l'époque médiévale<sup>12</sup>.

La plus récente – et dans une certaine mesure la plus importante – des

---

10. Lawrence Stone, *The Crisis of the Aristocracy, 1558-1641*, Oxford, Clarendon Press, 1965. ; Harold Perkin, *The Origins of Modern English Society, 1780-1880*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1969 ; Asa Briggs, *Victorian Cities*, Londres, Odhams Press, 1963 ; Harold James Dyos et Michael Wolff, *The Victorian City : Images and Reality*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1973.

11. Phyllis Deane et William Alan Cole, *British Economic Growth, 1688-1959. Trends and Structure*, University of Cambridge. Department of Applied Economics. Monographs, n° 8, Cambridge, Cambridge University Press, 1962. ; Edward Anthony Wrigley et Roger S. Schofield, *The Population History of England, 1541-1871 : A Reconstruction*, Studies in Social and Demographic History, Londres, Edward Arnold for the Cambridge Group for the History of Population and Social Structure, 1981.

12. Thomas Peter Ruffell Laslett, *The World We Have Lost*, University Paperbacks, n° 167, Londres, Methuen, 1965, traduction française *Un Monde que nous avons perdu : famille, communauté et structure sociale dans l'Angleterre pré-industrielle*, Paris, Flammarion, 1969. ; Alan MacFarlane, *The Origins of English Individualism : the Family, Property and Social Transition*, Oxford, Blackwell, 1978.

sources d'inspiration de l'histoire sociale des années 1960 et 1970 est le groupe d'historiens qui fonda la revue *Past and Present* en 1952. Ces brillants historiens étaient pour la plupart membres ou ex-membres du *Communist Party Historians' Group*, issu de la stratégie de Front Populaire du parti, et qui, à l'origine, avait été formé pour développer les idées avancées par Arthur L. Morton dans *A People's History of England*, ouvrage publié en 1938<sup>13</sup>. Outre Eric J. Hobsbawm et Rodney H. Hilton, le groupe était constitué de Christopher Hill, Joan Thirsk, Victor G. Kiernan, Raphael Samuel et Edward P. Thompson.

Ce groupe d'historiens anglo-marxistes survécut non seulement à la crise qui secoua tous les partis communistes en 1956, mais en sortit considérablement renforcé. Selon Thompson, ils fondaient leur démarche intellectuelle sur l'acceptation globale de la notion de « détermination de la conscience par l'existence sociale »<sup>14</sup>. Mais le groupe en tant que tel ne pratiquait pas un marxisme dur. Alors que ses membres s'en étaient d'abord tenus à des figures imposées du marxisme en débattant de la transition du féodalisme au capitalisme, après 1956 ils se contentèrent de mêler un marxisme mesuré à des idées d'inspiration sociologique et anthropologique. Leur principal centre d'intérêt n'était pas l'affrontement typiquement marxiste entre « forces » et « rapports de production », mais la formation des classes, la lutte des classes et les périodes de révolte ou de révolution. En élargissant leurs horizons intellectuels et politiques, d'anciens membres de ce groupe furent donc à l'origine de la majeure partie du nouveau programme d'histoire sociale qui devint prépondérant à partir des années 1960. Les années qui suivirent 1956 virent la publication d'ouvrages tels que *Bond Men Made Free* de Rodney Hilton, *Puritanism and Revolution* et *Milton* de Christopher Hill, ou encore *Primitive Rebels* et *Industry and Empire* d'Eric Hobsbawm<sup>15</sup>. Par le biais des travaux de Richard C. Cobb et de George F. E. Rudé, *Past and Present* fit également mieux connaître au monde anglophone les historiens français Georges Lefebvre et Albert Soboul, qui étaient à l'époque les principaux spécialistes de la Révolution, ainsi que les travaux d'Ernest Labrousse et de ses disciples sur les formes préindustrielles et industrielles de crise économique<sup>16</sup>.

13. Arthur Leslie Morton, *A People's History of England*, Londres, Gollancz, 1938. J'ai longuement traité des historiens anglo-marxistes dans Gareth Stedman Jones, « Anglo-Marxism, Neo-Marxism and the Discursive Approach to History », dans Alf Lüdtke (hrsg), *Was bleibt von marxistischen Perspektiven in der Geschichtsforschung?*, Göttinger Gespräche zur Geschichtswissenschaft; n° 3, Göttingen, Wallstein, 1997.

14. NdT : notre traduction.

15. Rodney Howard Hilton, *Bond Men Made Free : Medieval Peasant Movements and the English Rising of 1381*, New York, Viking Press, 1973 ; John Edward Christopher Hill, *Puritanism and Revolution. Studies in Interpretation of the English Revolution of the 17th century*, Londres, Secker et Warburg, 1958 ; Eric John Ernest Hobsbawm, *Primitive Rebels : Studies in Archaic Forms of Social Movement in the 19th and 20th Centuries*, Manchester, Manchester University Press, 1959, traduction française *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, L'histoire sans frontière, Paris, Fayard, 1963.

16. Voir Richard Charles Cobb, *A Second Identity : Essays on France and French History*, Londres, Oxford University Press, 1969 ; George Frederick Elliot Rudé, *The Crowd in the French Revolution*,

La réussite de l'histoire sociale entre 1945 et 1975 fut le résultat d'un mélange instable et parfois improbable d'éléments anciens et nouveaux rattachés pour un temps les uns aux autres, mais qui avaient en réalité des orientations divergentes. L'œuvre du Groupe de Cambridge réuni autour de Laslett avait peu en commun avec celle des historiens anglo-marxistes gravitant autour de *Past and Present* et avec le mouvement du *History Workshop* qui vit le jour à Ruskin College à Oxford sous l'égide de Raphael Samuel<sup>17</sup>. Tandis que le Groupe de Cambridge se prévalait de son positivisme et de son éradication du dogmatisme, certains parmi les représentants les plus influents de l'anglo-marxisme inclinaient au moralisme et au romantisme. C'était notamment le cas de Raymond Williams et d'Edward Thompson qui publièrent respectivement les ouvrages de référence *Culture and Society 1780-1950* en 1958 et *The Making of the English Working Class* en 1963<sup>18</sup>. Leur réflexion mêlait de façon toute personnelle le marxisme et la critique littéraire telle qu'ils l'avaient apprise à Cambridge. Dans les années 1940, les deux hommes avaient été tout autant influencés par la philosophie morale et la critique littéraire pratiquées par F. R. Leavis que par Karl Marx et le communisme<sup>19</sup>. Leurs écrits furent en grande partie à l'origine de l'anti-capitalisme romantique adopté par la Nouvelle gauche anglaise à ses débuts, et devaient par la suite devenir une source d'inspiration fertile pour toute une génération de spécialistes d'histoire sociale.

Si les travaux de Thompson et de Williams eurent une telle influence à partir des années 1960, c'est principalement parce que leurs écrits représentaient le renouveau d'une tradition socio-historique plus ancienne qui était déjà profondément ancrée dans l'imaginaire historique propre aux Britanniques. Cette tradition remontait, à tout le moins, à l'ouvrage d'Arnold Toynbee publié en 1884, *Lectures on the Industrial Revolution in England*, et sans doute même à ceux de Thomas Carlyle publiés dans les années 1830 et 1840, tel *The French Revolution : A History*, *Chartism* ou encore *Past and Present*<sup>20</sup>. Là s'affirmait l'idée que le contexte qui influait de façon fondamentale sur le déroulement

---

Oxford, Clarendon Press, 1959, traduction française *La Foule dans la Révolution française*, Textes à l'appui, série Histoire contemporaine, Paris, Maspero, 1982; George Frederick Elliot Rudé, *The Crowd in History. A Study of Popular Disturbances in France and England, 1730-1848*, New York, John Wiley and Sons, 1964.

17. Le *History Workshop Journal* ne fut lancé qu'en 1975, mais des séminaires annuels avaient déjà été organisés au Ruskin College d'Oxford depuis 1967, et un ensemble de cahiers du *History Workshop* avait déjà paru. Voir Raphael Samuel, *History Workshop. A Collectanea 1967-1991 : Documents, Memoires, Critique and Cumulative Index to History Workshop Journal*, Oxford, Ruskin College, 1991.

18. NdT : il existe une traduction française de cet ouvrage d'Edward P. Thompson : *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard/Seuil, 1988.

19. À propos de F. R. Leavis, voir Francis Mulhern, *The Moment of "Scrutiny"*, Londres, NLB, 1979.

20. J'évoque le rôle prépondérant de Carlyle et Toynbee dans la formation d'une tradition britannique de l'histoire sociale dans Gareth Stedman Jones, *An End to Poverty?: A Historical Debate*, Londres, Profile, 2004 (*La fin de la pauvreté? Un débat historique*, traduction en français par Vincent Bourdeau, François Jarrige et Julien Vincent, introduction par Julien Vincent, à paraître, Paris, Éditions è(t), 2007).

des événements politiques les plus visibles et qui façonnait la lutte des idées n'était autre que le social. Ce n'était pas là une invention de Marx, et celui-ci n'était pas le seul à y croire. Ces arguments pouvaient remonter aux premiers temps des Lumières françaises ou écossaises, voire à la tradition de la loi naturelle qui les avait précédés. Mais c'est à l'épreuve de la Révolution française, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, qu'ils acquirent une cohérence toute particulière.

À partir du 9 Thermidor an II, l'incapacité de la Révolution à se faire entendre sans effusion de sang et son échec à gagner le cœur et la raison d'une grande partie du peuple français renforça la conviction que les seuls moyens politiques ne suffiraient pas à y mettre efficacement un terme. Il fallait qu'un réel changement s'opère dans les comportements et les croyances du peuple. Pour que la révolution s'installât dans la durée, il fallait que le contrôle des esprits exercé par l'Église catholique fût remplacé, que ce fût par un nouveau « pouvoir spirituel »<sup>21</sup> (cf. *Le Nouveau Christianisme* du comte de Saint-Simon, ou l'« Évangile du Travail » selon Carlyle<sup>22</sup>), par une laïcisation de l'éducation et des processus de raisonnement (*Idéologie*, benthamisme) ou par une « science sociale » nouvelle (cf. Robert Owen, Charles Fourier). La politique était reléguée à l'arrière-plan, considérée comme un phénomène de second ordre. La primauté était accordée au contexte social, que celui-ci se définit en termes de mentalités (religion, superstition) ou de pratiques quotidiennes (comportement dans la sphère privée/familiale ou économique). Rares sont ceux qui, comme Marx, allèrent jusqu'à soutenir que c'était dans le développement de l'économie que l'on trouverait la clé de ces changements. La plupart, à l'instar de Carlyle et des « socialistes utopistes », étaient convaincus que les comportements d'un peuple ou d'une civilisation étaient inscrits au plus profond de ses croyances religieuses ou philosophiques. Néanmoins, on croyait volontiers qu'il existait une affinité élective entre pensée religieuse et comportement économique. D'un côté on pouvait observer l'individualisme, le rationalisme, l'esprit de concurrence et les affaires florissantes des Protestants et des Juifs ; de l'autre, le corporatisme catholique, la religion révélée et l'acceptation des hiérarchies et des obligations traditionnelles. Carlyle, s'appuyant sur ces hypothèses (qu'il tirait en partie de ses échanges avec les saint-simoniens), décrivit la Révolution française comme la conséquence de la décadence de l'aristocratie et de la perte de la foi religieuse<sup>23</sup>. Il dépeignit le « chartisme » et la « Condition anglaise » dans les années 1840 comme le fruit d'une crise d'autorité de même nature. La foi était devenue machinale ; les dirigeants faisaient défaut, que ce soit dans l'aristocratie terrienne ou parmi

21. NdT : en français dans le texte.

22. NdT : cette expression fait allusion à « Occasional Discourse on the Negro Question » (1849), texte dans lequel le philosophe écossais prend fait et cause pour l'esclavage. Elle est en fait employée par John Stuart Mill dans sa réponse à Carlyle, « The Negro Question » (1850).

23. À propos des liens entre Carlyle et les Saint-simoniens, voir Richard K. P. Pankhurst, *The Saint-Simoniens, Mill and Carlyle : A Preface to Modern Thought*, s.l., [Folcroft, Pa] Folcroft Library Editions, 1974.



les nouveaux capitaines d'industrie. En lieu et place, l'économie politique avait réduit toute richesse et toute diversité qualitatives de la vie au néant du « *cash nexus* », du lien social fondé sur l'argent <sup>24</sup>.

Carlyle influença profondément l'imaginaire littéraire de l'Angleterre victorienne, de Charles Dickens à Friedrich Engels en passant par George Eliot, John Ruskin et William Morris. C'est également lui qui inspira la première école d'histoire sociale, celle qui vit le jour dans les années 1880 avec les travaux d'Arnold Toynbee. Ce dernier devint célèbre pour avoir introduit la notion de « révolution industrielle » au sein du débat anglais et pour avoir défini les termes d'une controverse dont les écrits d'Hobsbawm et de Thompson débattaient encore 80 ans plus tard. Son ouvrage paru en 1884, *Lectures on the Industrial Revolution*, était un chef-d'œuvre éclectique qui empruntait tout autant à Carlyle qu'à Marx et à la pensée de la *Charity Organisation Society*. Fait particulièrement surprenant, dans son exposé sur la révolution industrielle Toynbee ne fit aucune allusion aux répercussions de la Révolution française en Angleterre. Il laissa de côté la répression politique, le climat de terreur sociale, la propagation de notions évangéliques d'expiation, les pressions en faveur de l'abolition de la *Poor Law* et la progression de la doctrine démographique de Malthus. Les effets néfastes de la guerre, ceux du chômage qui accompagna la démobilisation et la déflation, la crispation des attitudes envers les déshérités, tout cela était traité comme faisant partie de la révolution industrielle – et considéré comme un phénomène purement social. Selon Toynbee, à l'exception des célèbres inventions de Richard Arkwright et de James Watt, « l'essence de la révolution industrielle fut le remplacement par la concurrence des réglementations médiévales qui avaient jusqu'alors régi la production et la distribution des richesses » <sup>25</sup>. En d'autres termes, Toynbee s'appuyait sur ce que Carlyle avait décrit comme la substitution du « *cash nexus* » au « lien humain » et la « fin des rapports séculaires entre maîtres et serviteurs » <sup>26</sup>, mais il ramenait ce changement aux années 1760 et 1770, à l'époque des écrits d'Adam Smith et des inventions de Watt. L'historien dissociait le changement économique et social du contexte politique mouvant dans lequel il se produisait. En ce sens, c'est lui qui fournit à George M. Trevelyan l'idée de départ pour la définition que celui-ci donnerait plus tard de l'histoire sociale : « l'histoire privée de sa dimension politique » <sup>27</sup>. Pour être plus précis, en combinant « révolution industrielle » et doctrine du laisser-faire, Toynbee en fit un *deus ex machina* contre-nature, responsable à lui seul ou presque de la laideur et de la pauvreté de la Grande-Bretagne industrielle.

24. NdT : l'expression anglaise est employée par Carlyle dans *Chartism* (1839).

25. Arnold Toynbee, *Lectures on the Industrial Revolution in England : Popular Addresses, Notes and Other Fragments*, Londres, Rivingtons, 1884, p. 11. Notre traduction.

26. NdT : notre traduction.

27. Voir George Macaulay Trevelyan, « Preface » dans *English Social History*, s.l., Longmans, Green and Co., 1942. Notre traduction.

Toynbee traça ainsi les grandes lignes d'un récit qui continua à avoir une influence prépondérante sur les diverses conceptions de l'histoire de la Grande-Bretagne contemporaine pratiquement tout au long du xx<sup>e</sup> siècle. Sans jamais être profondément modifié, ce récit fut nuancé par des débats entre « optimistes » et « pessimistes » à propos des effets de la révolution industrielle sur le niveau de vie des classes ouvrières. Les « optimistes », tels que Sir John H. Clapham, Thomas S. Ashton et Ronald M. Hartwell, insistaient sur le caractère progressif des changements imputés par Toynbee à l'industrialisation et à la prospérité croissante des ouvriers, rendue visible par l'évolution des salaires réels. Mais ils ne remettaient pas en question l'idée qu'on puisse dissocier le socio-économique de l'histoire politique de la Grande-Bretagne contemporaine. Les historiens de gauche adhéraient volontiers à un tel protocole, d'une part parce que cela permettait à Marx de revenir mettre son grain de sel dans des débats historiques respectables, et d'autre part parce qu'ils étaient convaincus que la politique de l'époque dissimulait des tensions sociales sous-jacentes et plus fondamentales. L'opinion de Mark Hovell, premier historien spécialiste du chartisme, est typique de cette approche : selon lui, il était impossible que les chartistes aient réellement cru qu'ils pourraient atteindre leurs objectifs au moyen de « simples améliorations de l'appareil politique » ; de ce fait, le chartisme n'était autre qu'« une contestation du système en place [...] un refus passionné »<sup>28</sup>.

Les historiens anglo-marxistes acceptaient dans les grandes lignes le récit établi par Toynbee et enrichi au cours de l'entre-deux-guerres par John L. et Barbara Hammond, mais ils y ajoutèrent un compte-rendu plus dynamique de la résistance populaire<sup>29</sup>. Certains membres du Groupe de Cambridge avaient été incités à déceler des traces de la lutte des classes dans les traditions et les spécificités régionales ; et cette tâche avait été facilitée par les continuités, réelles ou imaginées, entre le monde du socialisme/communisme britannique et la tradition protestante de dissidence libérale ou radicale qui l'avait précédé, et dont un certain nombre de ces grands historiens étaient issus.

Il existait une seconde continuité majeure entre la tradition protestante et l'histoire anglo-marxiste qui lui succéda. Dès le *Book of Martyrs* de John Foxe au xvi<sup>e</sup> siècle, l'histoire vue par Whigs et les Protestants avait érigé l'histoire de l'Angleterre en récit exemplaire<sup>30</sup>. Cette approche perdura en des termes moins religieux. Dans les années 1960, Hill, Thompson et Hobsbawm proposèrent à travers leur histoire sociale une nouvelle version de ce

28. Mark Hovell, *The Chartist Movement*, Publications of the University of Manchester, Historical Series Manchester, n° 31, Manchester University Press, 1918, p. 303. Notre traduction.

29. Voir John Lawrence Le Breton Hammond et Barbara Hammond, *The Rise of Modern Industry*, Londres, Methuen and Co., 1925. Et à propos des Hammond, voir Peter Clarke, *Liberals and Social Democrats*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978.

30. *The Book of Martyrs* fut publié pour la première fois en 1563 et recensait principalement les martyrs protestants morts sous le règne de Mary Tudor. Il vint renforcer le sentiment que l'Angleterre était investie d'une mission particulière, celle de précipiter la chute de l'Antéchrist (le Pape à Rome) et d'inaugurer ainsi le Millénium.

récit exemplaire. Ils le faisaient débiter à la révolution du xvii<sup>e</sup> siècle, résister aux assauts du capitalisme industriel du xix<sup>e</sup> siècle jusqu'à la « formation de la classe ouvrière », et se clore sur le xx<sup>e</sup> siècle avec sa « marche en avant des travailleurs » vers un État social-démocrate <sup>31</sup>.

La filiation reliant l'histoire sociale de Carlyle à celle de Toynbee eut son importance d'abord parce que, comme on le constate aujourd'hui, la génération d'historiens de cette discipline à laquelle appartenaient Hobsbawm et Thompson s'appuyait effectivement sur une tradition déjà existante. Mais elle eut également son importance à plus grande échelle car, des années 1890 jusqu'aux années 1980, la peinture de l'histoire britannique qu'offrit cette discipline vint renforcer une philosophie résolument anti-industrielle qui comptait des partisans sur tout l'échiquier politique et ne laissait pas insensible la classe politique dans son ensemble. Cette tradition historique modela notamment jusque dans les années 1970 une pensée travailliste qui alliait l'engagement en faveur de la collectivisation des moyens de production à un respect pour les institutions monarchiques et aristocratiques presque aussi marqué que celui d'Edmund Burke. Entre les années 1880 et les années 1980, la tradition travailliste en Grande-Bretagne se présenta non pas comme une forme de républicanisme, mais comme une alternative à celui-ci. Elle renforça l'idéalisation de la campagne et de ses petites villes chez les conservateurs. En réalité, seuls les hommes d'affaires et ceux qu'à ses débuts Margaret Thatcher désignait comme étant dignes de respect – les gens modestes mais qui savaient faire des économies et « ne compter que sur eux-mêmes » – étaient exclus de ce large consensus qui réunissait tout à la fois le clergé, la monarchie, les propriétaires terriens, les professions libérales mais aussi les syndicats et les communistes. Ce n'est qu'à partir des années 1970 que les historiens prêtèrent attention à ce déséquilibre et commencèrent à y voir une part de responsabilité dans le déclin de « l'esprit industriel » britannique <sup>32</sup>. Le thatchérisme annonça l'avènement d'une politique nouvelle ; mais aussi il rendit nécessaire un changement d'approche dans l'étude de l'histoire britannique.

Ayant donné un aperçu détaillé du type d'histoire sociale qui a prospéré jusque dans les années 1980, il me faut toutefois préciser que cette pratique de l'histoire était très diverse et que, de ce fait, elle ne fut pas uniformément atteinte par la concurrence qu'une lecture sémiotique vint lui imposer. Mais j'ai également souligné, par ailleurs, les liens étroits qui unissaient entre elles un grand nombre des hypothèses de la tradition de critique historique

---

31. John Edward Christopher Hill, *The Century of Revolution, 1603-1714*, dans *A History of England, Edimbourg*, Thomas Nelson, 1961, volume 5 (notre traduction) ; Eric John Ernest Hobsbawm, *Industry and Empire : An Economic History of Britain since 1750*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1968.

32. Martin Joel Wiener, *English Culture and the Decline of the Industrial Spirit, 1850-1980*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

et littéraire allant de Thomas Carlyle et Arnold Toynbee jusqu'aux historiens anticapitalistes romantiques et aux anglo-marxistes des années 1960 et 1970, tradition qui, déjà influente, devint prépondérante à partir de 1960. Le « tournant linguistique » auquel je fus associé avec quelques autres dès le début des années 1980, bien qu'il représentât le défi le plus manifeste à l'application de ce type d'histoire sociale en Grande-Bretagne, ne fut qu'une attaque parmi d'autres contre le paradigme dominant.

Le vaste débat qui s'instaura entre les historiens au sujet du tournant linguistique lui-même dans les années 1980 et 1990 fut passablement confus. J'ai une petite part de responsabilité dans cette confusion. En effet, dans *Languages of Class* paru en 1983, je présentai tout d'abord un certain aspect du tournant linguistique en faisant référence à la « grande importance des travaux de Saussure », mais ensuite, quelques lignes plus bas, j'évoquai une « conception non-référentielle du langage »<sup>33</sup>. À la vérité, je n'étais pas encore sûr à ce moment-là des conséquences que pourrait entraîner, à terme, l'adoption d'une approche sémiotique. Je me demandais notamment dans quelle mesure une approche sémiotique du langage était compatible avec l'exercice de la profession d'historien ; et, tout comme la plupart des autres participants au débat à l'époque, je présumais que j'étais face à un choix dogmatique entre deux approches qui s'excluaient mutuellement. La tentative que je fis pour laisser cette question ouverte ne fut pas concluante : évoquer la grande importance de Ferdinand de Saussure sous-entendait l'existence d'une sémiotique qui concéderait à la référentialité une certaine rémanence ; parler d'une « conception non-référentielle du langage », en revanche, sous-entendait l'adhésion à un système inspiré de Jacques Derrida, celui d'une mise en abyme de l'auto-référentialité où nulle place n'était laissée au *hors-texte*<sup>34</sup>.

Bien que je croie possible et parfois même instructif pour l'historien d'appliquer les techniques déconstructrices de Jacques Derrida à l'analyse des textes, je suis à présent convaincu qu'une adhésion totale et sans réserve à la démarche de celui-ci est incompatible avec l'exercice de la profession d'historien. Saussure partait du principe que le langage précède le monde et que, par conséquent, c'est lui qui construit le monde en le rendant intelligible par le biais de ses propres règles de sens. Puisque ces règles relèvent d'une convention, elles diffèrent selon les communautés linguistiques. Cela signifie que même si les signes restent référentiels, il n'existe aucun moyen extra-discursif d'accéder au signifié.

Si cette approche saussurienne permet peut-être de ne pas croire, de façon naïvement positiviste, l'historien capable de reconstituer un passé pré-discursif ou extra-discursif transparent *wie es eigentlich gewesen war*<sup>35</sup>, elle n'handi-

33. Voir Gareth Stedman Jones, *Languages of Class : Studies in English Working Class History, 1839-1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 20-21. Notre traduction.

34. .NdT : en français dans le texte.

35. NdT : « tel qu'il s'est effectivement déroulé » (l'expression est de Leopold van Ranke).

cape en rien la recherche proprement dite de l'historien. On pourrait même aller jusqu'à dire qu'elle la consolide. Car ce qui est mis en exergue dans cette approche, c'est le fait que l'utilisation historique de documents dans le but de déterminer les composantes d'un événement donné ou d'une certaine séquence d'événements suppose une connaissance approfondie des conventions linguistiques en vigueur dans lesdits documents.

Derrida critique l'approche de Saussure, l'attribuant à une « allégeance nostalgique au signifié transcendantal », c'est-à-dire à l'idée d'un concept qui existerait indépendamment de son signifiant<sup>36</sup>. En éliminant toute idée d'une rémanence de la référentialité, le philosophe efface toute distinction entre texte littéraire et document historique. C'est cette démarche qu'il faut contester, ou mieux, reformuler. Certes, les archives que l'historien examine ne sont pas moins pétrées de leurs propriétés linguistiques que le texte littéraire. Mais les historiens et les spécialistes de littérature n'abordent pas leurs textes avec les mêmes interrogations ; comme Martin Jay l'a si bien exprimé, « ce n'est pas parce que certaines formes sociales peuvent être lues comme s'il s'agissait de langage qu'on doit supposer que leur être se résume à leur essence linguistique »<sup>37</sup>.

Le spécialiste de littérature peut considérer l'existence d'un texte comme un fait établi et, partant, y pratiquer une analyse déconstructrice. La question de la référentialité n'a nul besoin d'être soulevée. Il n'y a aucune raison d'aller au-delà du texte. L'historien, lui, n'a pas cette possibilité. L'historien qui cherche à reconstituer les composantes d'un événement ou à rattacher un texte à un contexte ne peut le faire sans garder implicitement la référence à l'esprit, même s'il va de soi que la référence n'existe jamais que lestée de discours, comme l'indique Saussure. Puisque l'accès au passé ne peut se faire que par l'intermédiaire des textes, cela signifie, concrètement, qu'il est légitime de lire les textes comme des documents, comme des sources d'information non seulement constitutives mais aussi explicatives de réalités historiques passées. Le tournant linguistique a certes permis de remettre en cause de façon aussi forte que positive les pratiques jusqu'alors adoptées par les historiens, mais il ne faut pas être grand clerc pour saisir le ridicule d'une approche qui nous contraindrait à n'employer qu'un seul et même ensemble de procédés critiques afin d'analyser les cercles d'un tronc d'arbre ou le *Domesday Book* d'une part, *Tristram Shandy* ou *Finnegan's Wake* de l'autre.

36. Jacques Derrida, *Positions : entretiens avec Henri Ronse, Julia Kristeva, Jean-Louis Houdebine, Guy Scarpetta*, Paris, Minuit, 1972, traduction anglaise *Positions*, Chicago, Chicago University Press, 1981. Sur ce sujet, je dois beaucoup à Gabrielle Spiegel et à l'exposé d'une grande clarté qu'elle fait de cette question dans *The Past as Text : The Theory and Practice of Medieval Historiography*, Parallax. Re-visions of Culture and Society, Baltimore (Maryland)/Londres, Johns Hopkins University Press, 1997, p. 3-83.

37. Martin Jay, « Should Intellectual History Take a Linguistic Turn? Reflections on the Habermas-Gadamer Debate » dans Dominick LaCapra et Steven Laurence Kaplan (eds.), *Modern European Intellectual History : Reappraisals and New Perspectives*, Ithaca/Londres, Cornell University Press, 1982, p. 10. Notre traduction.

D'un point de vue formel, les sempiternels débats enflammés qui ne cessèrent d'opposer interprétation sociale et interprétation linguistique entre 1983 et la première moitié des années 1990 ne semblent pas avoir fait beaucoup évoluer l'opinion des historiens. Leur pratique, en revanche, a beaucoup changé. D'une manière générale, ils ont opté pour une forme d'éclectisme tout à fait défendable, adoptant pour une bonne part les hypothèses et les procédés de l'approche discursive et même, lorsque c'est approprié, les techniques de la déconstruction, sans toutefois se sentir contraints d'abandonner toute idée de référentialité. Dans les faits, ils en sont venus à adopter une position similaire à celle que j'ai décrite plus haut. En d'autres termes, ils se sont ralliés à l'idée selon laquelle les textes peuvent tout à la fois être soumis à une analyse sémiotique visant à expliquer comment ils construisent du sens, et être utilisés de façon descriptive en tant que sources d'information. Comme l'explique Roger Chartier, il y a une distinction irréductible entre « la logique logocentrique et herméneutique qui préside à la production du discours [...] et la logique pratique qui régit les comportements définissant identités et relations sociales »<sup>38</sup>.

En ce qui concerne la question qui fut à l'origine du débat, c'est-à-dire le choix entre une approche sociale et une approche discursive de la notion de classe sociale, l'issue est relativement claire. Pour les spécialistes d'histoire contemporaine tout au moins, la notion de classe n'est plus considérée comme une réalité fondatrice mais comme un artefact du discours, position qui a mis un terme à l'hégémonie de l'approche anglo-marxiste de l'histoire ouvrière et sociale<sup>39</sup>. En lieu et place, une analyse des pratiques politiques du peuple a vu le jour, de plus en plus fine, de plus en plus diversifiée. Ma première analyse du chartisme comportait entre autres défauts celui de ne pas avoir exploré les relations entre l'objectif et les activités des organisations politiques officielles d'une part – discours en tribune, résolutions et pétitions, journaux de partis – et les croyances et aspirations des populations locales d'autre part.

38.. Robert Chartier, « Popular Culture : A Concept Revised » (1993), cité dans Springer, p. 54. Notre traduction.

39. Ceci n'est pas entièrement vrai pour toutes les sciences sociales ; voir par exemple Michael Savage, *The Dynamics of Working-class Politics : The Labour Movement in Preston 1880-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987. Pour une étude des évolutions récentes dans le débat entre historiens sur la notion de classe, voir David Feldman, « Class » dans Peter Burke (ed.), *History and Historians in the Twentieth Century*, British Academy Centenary Monograph, Oxford University Press, 2002. Voir également Jose Harris, *Private Lives, Public Spirit : A Social History of Britain, 1870-1914*, Oxford, Oxford University Press, 1993 ; Ross McKibbin, *Classes and cultures : England, 1918-1951*, Oxford/New York/Athens, Oxford University Press, 1998 ; David Cannadine, *Class in Britain*, New Haven/Londres, Yale University Press, 1998. Il est également à noter que certains reconnurent que l'emploi du tournant linguistique pour redéfinir le chartisme en tant que type de radicalisme apportait des résultats probants, sans pour autant être particulièrement affectés par mon recours à une approche sémiotique. Voir par exemple l'importante révision historique des approches du radicalisme aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles dans Eugenio F. Biagini et Alastair J. Reid (eds.), *Currents of Radicalism : Popular Radicalism, Organised Labour and Party Politics in Britain, 1850-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

À cet égard, l'impact de ce que l'on a baptisé le « tournant culturel » a été tout aussi conséquent que celui de l'adoption progressive d'une approche discursive. Il découle en partie des premiers échanges qui eurent lieu entre les historiens et les anthropologues réunis autour de la revue *Past and Present* à la fin des années 1950 : on pense par exemple aux travaux de Max Gluckman sur le conflit et les rituels de réconciliation, ou encore à Keith V. Thomas qui reprit les travaux d'Evans-Pritchard sur la sorcellerie chez les Zandé. D'autres sources d'inspiration vinrent s'y ajouter dans les années 1960 et 1970 : *Purity and Danger : Analysis of the Concepts of Pollution and Taboo* de Mary Douglas, les travaux de Mikhaïl Bakhtine sur le carnaval, *Cheese and the Worms : The Cosmos of a Sixteenth-Century Miller*<sup>40</sup> de Carlo Ginzburg, le combat de coqs balinais analysé par Clifford Geertz. Ainsi, dès les années 1970, l'utilisation des observations anthropologiques par les historiens – notamment chez Edward P. Thompson, Natalie Davis, Robert Darnton, Peter Burke et d'autres encore – était en passe de devenir un procédé répandu. Traiter les pratiques culturelles en tant que textes participant d'un système de signification public et partagé permit des rapprochements significatifs avec une approche discursive, mais c'est parmi les médiévistes et les spécialistes du début de l'époque moderne que l'impact du tournant culturel fut le plus conséquent, puisque ceux-ci étaient confrontés à la nécessité d'examiner et d'expliquer des processus de production culturelle dans des systèmes culturels où la capacité de lire et écrire était plutôt l'exception que la règle<sup>41</sup>.

Chez les dix-neuviémistes, l'incidence de ce tournant devait se faire sentir dans les travaux sur la relation entre les formes officielles et les formes officieuses des pratiques politiques du peuple dans certaines régions. L'une des réussites de l'ouvrage publié par Patrick Joyce en 1992, *Visions of the People*, fut de démontrer l'influence des traditions sur le lieu de travail, de même que celle du dialecte et de la culture orale. L'étude mettait également en évidence la pression normative, souvent efficace, exercée par les travailleurs ou la communauté sur les pratiques locales à travers, par exemple, les représentations populaires du « bon employeur » ou, dans la sphère politique, la construction de l'image de Gladstone en tant que « the people's William » (le « William du peuple »)<sup>42</sup>. James Vernon, dans son ouvrage de 1993 intitulé *Politics and the People*, raconte de façon déconcertante et saisissante comment fut de plus en plus marginalisée la « politique populaire » exubérante et parfois violente

40. NdT : il existe une traduction française de cet ouvrage de Carlo Ginzburg : *Le Fromage et les vers : l'univers d'un meunier du XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier, 1993.

41. Voir Miri Rubin, « What is Cultural History Now? » dans David Cannadine (ed.), *What is History Now?*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002, p. 80-95 ; voir également Lynn Hunt (ed.), *The New Cultural History*, Studies on the History of Society and Culture ; n° 6, Berkeley/Londres, University of California Press, 1989 ; Victoria E. Bonnell et Lynn Hunt (eds.), *Beyond the Cultural Turn : New Directions in the Study of Society and Culture*, Studies on the History of Society and Culture, n° 34, Berkeley/Londres, University of California Press, 1999.

42. Patrick Joyce, *Visions of the People : Industrial England and the Question of Class, 1848-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

menée par ceux qui ne disposaient pas du droit de vote. Il s'étend longuement sur le poids considérable, bien que déclinant, d'une politique symbolique et théâtrale de l'espace public, sur les rituels de présentation des candidats lors des campagnes électorales et sur l'efficacité de « l'accord d'exclusivité » (qui consistait à n'accorder sa clientèle qu'aux établissements commerciaux qui soutenaient publiquement tel candidat aux élections), système qui permettait aux exclus du droit de vote d'exercer une certaine influence sur un électorat majoritairement implanté dans les petites villes et constitué de commerçants. Ces pratiques et le pouvoir brutal qu'elles conféraient à la rue s'amodrirent peu à peu avec l'apparition du vote à bulletin secret en 1870 et la limitation des « pratiques de corruption », mais perdurèrent tout de même jusqu'en 1914 dans certaines régions <sup>43</sup>.

Dans son ouvrage intitulé *Speaking for the People* (1998), Jon Lawrence analyse de façon extrêmement fine combien il était important de faire une distinction de type situationnel entre les différentes formes de discours politique. Il démontre qu'il est essentiel de se démarquer du recours fréquent aux clivages binaires du type élites/plèbe, officiel/populaire, histoire par en haut/histoire par en bas, clivages qui furent très prisés dans les années 1970 dans la foulée des travaux de Bakhtine, Ginzburg, E. P. Thompson, Peter Burke et d'autres. Lawrence examine les relations entre les militants locaux et ceux qu'ils cherchaient à représenter au cours des années précédant 1914. Il se débarrasse en grande partie du moralisme avec lequel on glorifiait encore ceux qui n'étaient pas représentés aux dépens des représentants et des militants des différents partis. La distinction qu'il établit entre « formes officielles » et « formes officieuses » de la pratique politique du peuple est présentée non pas comme une distinction entre types de politique, mais entre situations politiques. À l'inverse de Patrick Joyce qui dépeignait de façon par trop cohérente les représentations politiques populaires, qu'il tentait ensuite de rattacher soit à une « conscience de classe » soit à une « idéologie populiste », Lawrence met en évidence les ambiguïtés et les contradictions inhérentes aux perceptions populaires de l'ordre social. Il cite l'intéressante étude de Janet Toole qui décrit comment, dans le cadre du mouvement abolitionniste qui secoua le Lancashire, les syndicalistes locaux allièrent une condamnation philanthropique et progressiste de l'esclavage en tant que fléau moral à une critique relevant plus d'une conscience de classe en ce qu'elle mettait sur le même plan les ouvriers d'usines et les esclaves des plantations comme victimes de la cupidité des magnats du coton du Lancashire. Le but de cet exemple n'est pas tant de souligner l'incohérence de la « politique populaire » que de mettre en relief le clivage situationnel entre la politique des organisations, plus formalisée et davantage liée à un programme, et les mouvements issus des discours

---

43. James Vernon, *Politics and the People : A Study in English Political Culture, c. 1815-1867*, New York, Cambridge University Press, 1993.



politiques, qui gravitent autour des pratiques de la vie quotidienne (loisirs ou activités professionnelles, par exemple) et qui n'en demeurent peut-être pas moins politiques même si leur dépendance à un système est bien moindre <sup>44</sup>.

La concordance, la discordance ou la rupture des liens entre la politique régie par des règles et les langages politiques moins formalisés de la vie quotidienne furent bien souvent suffisamment importantes pour influencer sur l'évolution de la politique à l'échelle nationale. Les tactiques peu scrupuleuses et les stratagèmes manipulateurs employés au XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> siècle par les responsables locaux, Whigs aussi bien que Tories, léguèrent une méfiance persistante à l'égard des partis politiques en place. C'est une méfiance de cet ordre qui engendra et soutint le radicalisme en tant que force politique indépendante durant la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle, et qui contribua à nourrir la croissance des politiques travaillistes dans les dernières années de l'ère victorienne et durant le règne d'Édouard VII. À l'inverse, ce sont les liens établis entre le libéralisme de Gladstone et les valeurs d'autonomie, d'indépendance et de virilité tant vantées dans les pratiques politiques du peuple qui donnèrent lieu à l'efflorescence du libéralisme populaire au milieu de l'ère victorienne <sup>45</sup>.

Tandis que disparaissent les hypothèses stéréotypées sur les classes sociales, l'étude des discours informels propres à la « politique populaire » contribue également à démontrer l'importance – parfois même le rôle essentiel – des sexes dans les succès électoraux des principaux partis. Dans son ouvrage traitant du système de rationnement qui fut établi après la Seconde Guerre mondiale, Ina Zweiniger-Bargielowska, s'appuyant sur les observations de Carolyn Steedman, a montré comment les rigueurs de la période d'austérité, et en particulier le système de rationnement, avaient été imposées aux femmes de façon démesurée par le gouvernement travailliste. Celui-ci renforçait l'injustice en donnant la priorité à la distribution gratuite de lait aux écoliers sur les « robes de fantaisie » de leur mère. On comprend mieux pourquoi une telle proportion de femmes se retournèrent contre le Parti Travailliste lors des élections législatives de 1951 <sup>46</sup>.

Cette prise de distance avec l'analyse de classe dans le domaine de l'histoire politique contemporaine a peut-être eu pour effet le plus marquant de susciter un intérêt grandissant pour le discours politique, et ce à tous les niveaux de la politique. Comme l'a remarqué Susan Pedersen, cette distanciac-

44. Jon Lawrence, *Speaking for the People : Party, Language and Popular Politics in England, 1867-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998. Pour l'étude de Janet Toole, voir *ibid.*, p. 56.

45. Eugenio F. Biagini, *Liberty, Retrenchment and Reform : Popular Liberalism in the Age of Gladstone, 1860-1880*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992. Toutefois, certains de ces points ont été traités de façon très complète plusieurs années auparavant par John Russell Vincent dans *The Formation of the Liberal Party, 1857-1868*, Londres, Constable, 1966.

46. Ina Zweiniger-Bargielowska, *Austerity in Britain : Rationing, Controls and Consumption, 1939-1955*, Oxford, Oxford University Press, 2000; Carolyn Steedman, *Landscape for a Good Woman : A Story of Two Lives*, Londres, Virago, 1986.

tion a rapproché des groupes d'historiens dont les intérêts et les engagements avaient jusque-là été aux antipodes<sup>47</sup>. Le phénomène a même favorisé une certaine convergence avec des historiens de Peterhouse College à Cambridge, l'école d'histoire de la « politique des élites » (à l'origine, Maurice Cowling et John R. Vincent)<sup>48</sup>. Ce groupe fut d'abord inspiré par des sources aussi diverses que Lewis B. Namier et Michael J. Oakeshott, et considérait la politique comme un « jeu » auquel s'adonnaient quelques centaines de familles de l'élite<sup>49</sup>. Selon les historiens de ce groupe, l'idéologie n'était autre qu'une façon commode de dissimuler l'ambition. La populace ne jouait aucun rôle actif dans ce jeu. Bien qu'indocile parfois, elle ne formait qu'une masse généralement malléable et surtout incohérente qu'il fallait diriger par la force ou la tromperie.

Au cours de ces 20 dernières années, la façon de concevoir l'histoire sociale a considérablement changé. Peut-être sous l'influence des travaux novateurs de Boyd Hilton sur les liens étroits entre religion et politique en Angleterre au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ancien mépris dont faisaient preuve les analystes de la politique des élites pour le discours politique ou les professions de foi a disparu des ouvrages de Jonathan P. Parry, Jonathan C. D. Clark et Michael Bentley – quelles que soient leurs différences à d'autres égards<sup>50</sup>. En lieu et place est apparu un intérêt renouvelé non seulement pour la rhétorique des partis, mais aussi pour les fondements intellectuels et bien souvent les racines religieuses de celle-ci, manifestes dans les conflits portant sur les politiques ecclésiastiques et la diversité des croyances.

Les spécialistes d'histoire économique, bien moins touchés par le tournant linguistique que leurs homologues travaillant sur l'histoire politique, n'en ont pas moins accompli une révision tout aussi drastique du récit des temps de la « révolution industrielle » en Grande-Bretagne établi par Toynbee, Hammond, Rostow et Thompson. Mais bien que les résultats escomptés aient été obtenus par des voies totalement différentes, là encore la nouvelle interprétation a amené les historiens à tenir en bien plus grande estime les observations

47. Susan Pedersen, « What is Political History Now? » dans David Cannadine (ed.), *What is History Now?*, ouv. cité.

48. Pour des exemples caractéristiques de cette « école », voir Maurice Cowling, *The Impact of Labour, 1920-1924 : The Beginning of Modern British Politics*, Cambridge Studies in the History and Theory of Politics, Londres, Cambridge University Press, 1971 ; Alistair Basil Cooke et John Russell Vincent, *The Governing Passion. Cabinet Government and Party Politics in Britain, 1885-1886*, Brighton, Harvester Press, 1974.

49. Lewis Bernstein Namier, *The Structure of Politics at the Accession of George III*, Londres, Macmillan, 1929 ; Michael Joseph Oakeshott, *Rationalism in Politics, and Other Essays*, Methuen Library Reprints, Londres, Methuen/New York, Barnes and Noble, 1974.

50. Voir Boyd Hilton, *The Age of Atonement : The Influence of Evangelicalism on Social and Economic Thought, 1795-1865*, Oxford, Clarendon Press, 1988 ; Jonathan Philip Parry, *The Rise and Fall of Liberal Government in Victorian Britain*, New Haven/Londres, Yale University Press, 1993 ; Jonathan Charles Douglas Clark, *English Society, 1688-1832 : Ideology, Social Structure and Political Practice during the Ancient Regime*, Cambridge Studies in the History and Theory of Politics, Cambridge, Cambridge University Press, 1985 ; Michael Bentley, *Politics Without Democracy, 1815-1914 : Perception and Preoccupation in British Government*, Fontana History of England, Londres, Fontana, 1984.

et les arguments de leurs contemporains, qui se sont révélés beaucoup plus pertinents que les hypothèses fantaisistes des historiens de l'économie et des théoriciens de la croissance officiant aux temps de Walt W. Rostow, dans les années 1950 et 1960. Cette reconnaissance a, à son tour, entraîné une étude plus systématique des discours économiques du passé, en particulier ceux des économistes politiques, et a contribué à une bien plus grande fusion entre histoire économique et histoire des idées économiques<sup>51</sup>.

Les conclusions des spécialistes d'histoire économique ne peuvent être que brièvement résumées ici. En premier lieu, et contrairement à toute l'importance qui avait jusque-là été accordée à la dimension proprement industrielle de la révolution économique, les recherches menées par Edward A. Wrigley, Nicholas F. R. Crafts, Charles K. Harley et d'autres encore ont révélé que les plus grands changements s'étaient produits non pas dans le secteur industriel mais dans les secteurs agricole et commercial, et ce bien plus tôt qu'on ne l'avait cru précédemment. Selon les calculs de Gregory King, en 1688, 55 % seulement de la population exerçait une activité dans le domaine de la production alimentaire ou de la production de matières premières. C'est cette forme de développement qui distingua si nettement « le cas britannique » des modèles de développement économique observés dans d'autres pays. Dans les années 1850, alors que la différence de productivité industrielle entre la Grande-Bretagne et la France était estimée à 10 %, celle de la productivité agricole entre les mêmes pays était estimée, elle, à plus de 60 %<sup>52</sup>.

En second lieu, on considère désormais que l'État a été plus efficace et a pris plus d'initiatives pour faire progresser les intérêts commerciaux de la nation. Les Britanniques étaient deux fois plus que les Français et, comme l'a montré John Brewer, l'accise était prélevée de façon impitoyable<sup>53</sup>. Par rapport aux classes moyennes et populaires, le système des impôts était dégressif. La valeur de l'accise était élevée afin que les impôts fonciers puissent être faibles. Les riches propriétaires terriens et les rentiers qui disposaient de fonds à investir dans la dette nationale allaient être ceux qui profiteraient avant tout de ce régime. S'il existait un lien entre les formes de capitalisme proposées par la classe dominante sous le règne des Hanovre et l'avènement

---

51. Le rapprochement entre l'histoire économique et l'histoire des idées économiques a tout particulièrement intéressé le *Centre for History and Economics* situé à Cambridge et dirigé par Emma Rothschild et moi-même. Pour des exemples, voir Emma Rothschild, *Economic Sentiments : Adam Smith, Condorcet, and the Enlightenment*, Cambridge (Mass.)/Londres, Harvard University Press, 2001 ; voir également Donald Winch, *Riches and Poverty : An Intellectual History of Political Economy in Britain, 1750-1834*, Ideas in Context, n.° 39, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

52. Voir en particulier Nicholas F. R. Crafts, *British Economic Growth during the Industrial Revolution*, Oxford, Clarendon Press, 1985 ; Edward Anthony Wrigley, *Continuity, Chance and Change : The Character of the Industrial Revolution in England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

53. Voir Peter Mathias et Patrick Karl O'Brien, « Taxation in Britain and France 1715-1810 : A Comparison of the Social and Economic Incidence of Taxes Collected for the Central Government », dans *Journal of European Economic History*, Rome, Banco di Roma, volume 5, 1976, p. 601-650 ; John Brewer, *The Sinews of Power : War, Money and the English State, 1688-1783*, New York, Alfred A. Knopf, 1989.

d'une révolution industrielle en Grande-Bretagne, il ne résidait pas dans un quelconque engagement général pour garantir une croissance économique constante; ce lien était une conséquence imprévue de la spectaculaire politique étrangère menée par l'État hanovrien. Car, semble-t-il à présent, l'industrialisation en elle-même n'était pas une caractéristique de l'économie en général mais tenait à l'avancée « disproportionnée » d'une poignée de secteurs qui connurent une transformation technologique visible.

Avec l'accession au trône de Guillaume III Prince d'Orange, la Grande-Bretagne se trouva intégrée à une coalition européenne protestante contre la France et l'Espagne. Pour la France, cela marqua le début d'une seconde Guerre de Cent Ans (1688-1815). Tout au long de cette période, l'État britannique demeura l'acteur belliqueux et énergique d'un conflit tant commercial qu'idéologique. Les dépenses militaires qu'il engagea surpassèrent celles de toutes les autres puissances européennes impliquées dans le conflit, avec 83 % de l'argent public investi à des fins militaires<sup>54</sup>. La lutte dans laquelle la Grande-Bretagne était engagée fut une lutte mondiale. Dans ce conflit, une importance capitale était accordée au commerce et à l'industrie d'exportation, non seulement en tant que moteurs de la richesse nationale mais aussi, à plus court terme, en tant que pourvoyeurs des recettes fiscales nécessaires au financement des emprunts contractés pour entretenir la guerre. C'est parce que les recettes fiscales dépendaient essentiellement des droits de douane et de l'accise que le gouvernement partageait avec les commerçants et les industriels un intérêt direct dans l'expansion commerciale et impériale.

Le lien entre les débuts de l'industrialisation et la position privilégiée de la Grande-Bretagne au sein du marché mondial semble être suggéré par le fait que les gains de productivité constatés entre les années 1770 et 1830 se cantonnaient dans des industries dont une grande partie de la production était vendue à l'étranger. De plus, le véritable gouffre qui séparait la Grande-Bretagne de l'Europe dans les domaines vitaux du coton, du fer et de la vapeur se forma au cours de la Révolution française et des guerres napoléoniennes : de toute évidence, il fut en grande partie le résultat de l'état de guerre. Du côté britannique, malgré le conflit, le commerce fut à peine interrompu et les exportations ne cessèrent d'augmenter.

À l'inverse, en conséquence de la guerre et des perturbations politiques, les entreprises du continent européen se trouvèrent privées de leur personnel qui se dispersa pour échapper à la conscription, ainsi que de leurs matières premières dont l'acheminement fut interrompu par le blocus. Comme

---

54. Patrick Karl O'Brien, « Political Preconditions for the Industrial Revolution » dans Patrick K. O'Brien et Roland Quinault (eds.), *The Industrial Revolution and British Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 135. Voir également Peter J. Cain et Antony Gerald Hopkins, « Gendemanly Capitalism and British Overseas Expansion », *The Economic History Review*, 2<sup>nd</sup> series, n° 39, 1986.

Maurice Lévy-Leboyer en fit le constat, en 1817 les filatures britanniques disposaient déjà de machines dont la puissance, de 11 000 à 20 000 chevaux, était capable d'entraîner cinq à six millions de broches ; on estimait leur rendement quatre à cinq fois supérieur à celui de leurs concurrentes du continent<sup>55</sup>. La Grande-Bretagne s'imposa nettement comme « l'atelier du monde » du XIX<sup>e</sup> siècle, et comme la « première nation industrielle » pour des raisons tout autant militaires que strictement économiques.

Dans un tel contexte, il devient plus facile de comprendre que les troubles et les tensions sociales qui prirent forme entre la Révolution française et la première Exposition universelle étaient plus qu'une simple réaction à la « révolution industrielle ». L'industrialisation ne fut que l'un des nombreux changements économiques, politiques et sociaux à grande échelle qui se produisirent entre les années 1770 et 1840 ; et parmi ceux-ci, le plus important fut peut-être l'accroissement considérable de la population. Les effets de cet accroissement ont souvent été tenus pour semblables à ceux de l'industrialisation mais, comme le cas de l'Irlande ne le démontre que trop clairement, il n'existait pas nécessairement de lien entre les deux processus. Cette hausse sans précédent de la population s'accompagna non seulement d'un mouvement de migration vers les nouvelles villes industrielles, mais aussi d'une poursuite de l'exode rural qui avait si fortement marqué le XVIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi le phénomène migratoire fut presque aussi caractéristique de Londres et des comtés du Sud que des nouvelles régions industrielles. Cela signifie que les grands problèmes sociaux de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, en particulier ceux qui concernaient la santé publique, l'aide aux démunis et la criminalité, n'étaient pas des maux spécifiques aux régions en plein essor industriel, mais plutôt la conséquence plus générale d'une croissance démographique rapide associée au mouvement ininterrompu de l'exode rural<sup>56</sup>.

Enfin entrèrent en ligne de compte les conséquences des perturbations politiques et militaires sans précédent qui eurent lieu entre la Guerre de Sept Ans et les révolutions américaine et française, et jusqu'aux guerres napoléoniennes, qui engagèrent la plus importante mobilisation de population depuis la Guerre Civile (1642-1646). Aucun de ces changements et événements n'était intrinsèquement lié au processus d'industrialisation. Mais il ne fait aucun doute qu'ils furent tout aussi perturbateurs, et qu'ils contribuèrent peut-être davantage à désigner cette période comme celle des « temps sombres ». Il semblerait que ce soit les mauvaises récoltes de 1795 et 1801, associées à l'inquiétude suscitée par les écrits de Burke et de Malthus, qui aient précipité la cessation de toute intervention visant à soulager la misère rurale,

---

55. Maurice Lévy-Leboyer, *Les Banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1964, p. 38-32.

56. Voir Simon Szreter, « Economic Growth, Disruption, Deprivation, Disease and Death », dans Andrew T. Price-Smith (ed.), *Plagues and Politics : Infectious Disease and International Policy*, Basingstoke, Palgrave, 2001, chapitre 5.

et qui aient provoqué un débat fiévreux sur la pauvreté dont l'issue fut la *New Poor Law* en 1834. La crainte de la sédition politique prétendument prêchée par les sociétés secrètes mena à la proscription des corporations marchandes en 1799 et à l'installation de garnisons dans les villes industrielles indisciplinées. De même, ce n'est pas la crainte de voir se développer des *Coketowns*<sup>57</sup> mais la peur du jacobinisme et de l'anarchie régnant dans les rues de Londres depuis les *Gordon Riots*<sup>58</sup> – une peur exacerbée par l'inquiétude d'un déclin national après la perte humiliante des Treize Colonies américaines – qui favorisa l'essor rapide de la Renaissance évangélique et la naissance de ce qu'on appelle le victorianisme<sup>59</sup>.

Si les raisons économiques du mécontentement chez diverses professions étaient multiples, un certain consensus pouvait tout au moins être observé dans une grande partie de la classe moyenne et de la classe ouvrière sur le rôle oppressif du gouvernement et la corruption qui y régnait. À la lumière de cette nouvelle vision de l'économie et de l'État, les inquiétudes du radicalisme d'après-guerre sont bien plus compréhensibles. Ce n'est désormais plus un problème que de trouver une explication convaincante à cette focalisation prétendument « obsolète » du radicalisme d'après-guerre sur les formes fiscales de l'oppression, ni de s'interroger sur l'apparente incapacité du mouvement à discerner les nouvelles formes d'exploitation engendrées par l'industrie moderne. Bien au contraire, l'obsession qu'a pu nourrir le radicalisme d'après-guerre envers les abus du pouvoir exécutif et les inégalités flagrantes du système d'imposition, l'ampleur de la dette nationale et l'étendue de la corruption et du népotisme, semble tout à fait justifiée. Ce n'est pas la tyrannie des nouveaux magnats de l'industrie moderne mais une nouvelle augmentation arbitraire des impôts indirects qui provoqua l'exaspération qui alimenta la manifestation des radicaux à St Peter's Square, dans la ville de Manchester – le « massacre de Peterloo » – en 1819 ; et c'est l'hostilité politique des magistrats remontant à l'anti-jacobinisme, au loyalisme et à l'orangisme des années 1790 qui contribua à justifier la brutalité de la réaction des instances officielles.

Ainsi, les travaux des spécialistes d'histoire économique sur la relation entre l'économie, l'administration politique et la puissance impériale de la

---

57. NdT : Coketown est le nom d'une ville industrielle dans le roman social de Charles Dickens intitulé *Les Temps difficiles* (*Hard Times*, 1854) ; sa population entièrement ouvrière et son paysage uniformément usinier en font un symbole du machinisme triomphant de la révolution industrielle dans l'Angleterre victorienne.

58. NdT : émeutes anti-catholiques à Londres, du 2 au 7 juin 1780, ainsi nommées d'après leur instigateur Lord George Gordon. Dickens en fait le récit indirect dans son roman *Barnaby Rudge* (1841).

59. Voir Boyd Hilton, *The Age of Atonement...*, ouv. cité ; Joanna Innes, « The Reformation of Manners Movement in Later 18<sup>th</sup> Century England » dans Eckhart Hellmuth (ed.), *The Transformation of Political Culture : England and Germany in the Late Eighteenth Century*, Studies of the German Historical Institute London, Oxford, Oxford University Press for the German Historical Institute, 1990, p. 57-119.

Grande-Bretagne jusqu'à 1815 rejoignirent dans une large mesure l'approche discursive pratiquée par les spécialistes de l'histoire des partis et des mouvements politiques. Les griefs formulés par le radicalisme d'après-guerre et plus tard par le chartisme étaient étroitement liés au régime fiscal et à la politique intérieure du gouvernement<sup>60</sup>. Des travaux portant sur la nature des liens que ces partis et ces mouvements entretenaient également d'une part avec la politique impériale des gouvernements et de l'autre avec les transformations économiques des fondements de la prospérité britannique, ont été entamés, mais ils n'en sont qu'à leurs prémices. Dans son ouvrage intitulé *Britons*, Linda Colley fait un brillant récit de cette construction d'une identité patriotique composite aux frontières de l'empire vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, identité à la fois impériale et nationale, avant tout protestante, et qui transcenda les quatre nations du Royaume-Uni<sup>61</sup>. Quant à la façon dont l'empire transforma la Grande-Bretagne en un carrefour où les identités multiples des « coloniaux »<sup>62</sup>, des « Anglo-Saxons », des « indigènes » et des sujets d'une « Très Grande-Bretagne » se construisirent durant l'ère victorienne et se cristallisèrent en des événements-clés – comme la révolte des Cipayes, la rébellion jamaïcaine, la controverse autour du Gouverneur Eyre ou encore l'impact grandissant de l'empire sur la « métropole » par l'intermédiaire d'hommes d'État « coloniaux » comme le Néo-Zélandais Robert Lowe –, elle a été abordée de façon magistrale par Catherine Hall dans son ouvrage intitulé *Civilising Subjects*<sup>63</sup>. Dans une perspective plus large, Christopher A. Bayly a été le premier à proposer, dans ses ouvrages intitulés *Imperial Meridian* et *The Birth of the Modern World, 1780-1914*, une approche objective de la question des empires du XIX<sup>e</sup> siècle, britannique et autres, qui a fait date<sup>64</sup>.

Mais il est un sujet qui demande à être davantage exploré, à savoir la relation entre discours et exercice du pouvoir à l'échelle de l'empire et non plus simplement à l'échelle nationale. Les travaux de Miles Taylor sur l'empire britannique et les révolutions de 1848 donnent un bon aperçu de ce qui pourrait être accompli en la matière<sup>65</sup>. La suprématie navale, donc mondiale, position acquise en 1815 à l'issue d'un siècle de guerre offensive contre les

60. Voir Martin James Daunton, *Trusting Leviathan : The Politics of Taxation in Britain, 1799-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

61. Linda Colley, *Britons : Forging the Nation, 1707-1837*, New Haven (Conn.)/Londres, Yale University Press, 1992.

62. NdT : ce terme désigne les colons britanniques installés dans les 13 colonies du Nouveau Monde, qui devinrent les États-Unis en 1776.

63. Voir Catherine Hall, *Civilising Subjects : Metropole and Colony in the English Imagination, 1830-1867*, Oxford, Polity, 2002.

64. Christopher Alan Bayly, *Imperial Meridian : The British Empire and the World, 1780-1830*, Studies in Modern History, Londres/New York, Longman, 1989 ; Christopher Alan Bayly, *The Birth of the Modern World, 1780-1914 : Global Connections and Comparisons*, The Blackwell History of the World, Malden (Mass.)/Oxford, Blackwell, 2004.

65. Miles Taylor, « The 1848 Revolutions and the British Empire » *Past and Present*, n° 166, février 2000. ; voir également Niall Ferguson, *Empire : How Britain Made the Modern World*, Londres, Allen Lane, 2003.

autres empires, était et demeura limitée. Alors que Niall Ferguson s'est récemment attelé à vanter les avantages de l'empire britannique tout autant pour la Grande-Bretagne que pour ses sujets colonisés, les chiffres qu'il avance lui-même révèlent à quel point les ressources allouées aux colonies par le gouvernement britannique furent minimes, que ce soit pour y favoriser le développement des infrastructures ou pour en assurer la défense militaire. L'étude de Miles Taylor s'étend longuement sur ce constat. Même à l'apogée de sa puissance économique en 1848 et en dépit de sa force navale colossale, l'empire britannique demeura une aventure précaire et impécunieuse dont les ressources étaient à peine suffisantes pour juguler la grogne dans les colonies autrement que par le recours à une brutalité jugée tout à fait déplacée en Grande-Bretagne.

En conclusion, si l'étude des partis et mouvements politiques menée selon une approche discursive a fait de grands progrès, et si les recherches sur les identités raciales et sexuelles se sont multipliées tant à l'échelle nationale qu'à celle de l'empire, il reste beaucoup à explorer du développement de l'autorité gouvernementale après 1850, que l'on se fonde sur les interrogations de Michel Foucault au sujet de la gouvernementalité ou sur celles de Max Weber à propos de l'efficacité et de la légitimité de l'exercice du pouvoir. Il y a deux générations de cela, l'évolution de l'État britannique du laisser-faire au collectivisme était tenue pour acquise. Même après 1968, lorsque l'apparition d'un courant anti-autoritariste conduisit à une certaine inquiétude, voire à une certaine panique dans plusieurs secteurs, devant l'avancée prétendument inexorable d'un État toujours plus interventionniste, on continua de supposer qu'une telle expansion était inhérente au pouvoir politique et bureaucratique moderne. À présent en revanche, à la lumière du thatchérisme et des politiques similaires en faveur de la déréglementation à travers le monde, à la lumière des exigences toujours plus fortes que partagent les deux grands partis en matière de limitation et de réduction de l'activité étatique, il faudrait que les historiens s'interrogent davantage sur les conditions de l'expansion de l'activité étatique et de ses contradictions au cours de périodes données.

Mais il faudrait également qu'ils examinent les continuités sur le long terme dans une perspective plus comparative. D'intéressants travaux, menés notamment selon la perspective des *gender studies*, suggèrent que les variations à long terme dans les comportements culturels et religieux vis-à-vis de la famille pourraient peut-être faire la lumière sur la divergence des principes qui ont régi, au *xx<sup>e</sup>* siècle, la formation des États-providence, tout comme elles avaient modelé auparavant les différences entre la *New Poor Law* anglaise



et les autres lois d'Europe concernant les pauvres<sup>66</sup>. De telles perspectives invitent à leur tour à réexaminer le caractère durable des liens étroits entre religion, famille et société civile dans les régions développées du monde. Car si les différences entre tradition catholique et tradition protestante peuvent expliquer les divergences de conception incarnées par les traditions sociale-démocrate ou chrétienne-démocrate en matière d'aide sociale, elles n'expliquent pas en revanche la similarité des tendances de ces quarante dernières années à la laïcisation dans toute l'Europe de l'Ouest, par opposition au renforcement des cultures religieuses en Amérique du Nord<sup>67</sup>. Réorganisé par le tournant linguistique, le programme des études britanniques autrefois défini comme relevant de l'histoire sociale apparaît plus important et plus urgent que jamais.

*Gareth Stedman Jones est professeur de sciences politiques  
à la faculté d'histoire de l'Université de Cambridge*

---

66. Voir Paul Slack, *Poverty and Policy in Tudor and Stuart England*, Themes in British Social History, Londres, Longman, 1988. ; Joanna Innes, « The Distinctiveness of English Poor Laws, 1750-1850 » dans Donald Winch et Patrick K. O'Brien (eds.), *The Political Economy of British Historical Experience, 1688-1914*, British Academy Centenary Monographs, Oxford : Published for The British Academy by Oxford University Press, 2002, p. 381-407. ; Susan Pedersen, *Family, Dependence, and the Origins of the Welfare State : Britain and France, 1914-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993. ; Peter Baldwin, *The Politics of Social Solidarity : Class Bases of the European Welfare State, 1875-1975*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; Pat Thane, *Old Age in English History : Past Experiences, Present Issues*, Oxford, Oxford University Press, 2000. ; José Harris, « From Poor Law to Welfare State? : A European Perspective » dans Donald Winch et Patrick K. O'Brien (eds.), *The Political Economy...*, *op. cit.*, p. 409-438.

67. Callum G. Brown ; *The Death of Christian Britain : Understanding Secularisation, 1800-2000*, Christianity and Society in the Modern World, Londres, Routledge, 2000. ; Christopher Clark et Wolfram Kaiser (eds.), *Culture Wars : Secular-Catholic Conflict in Nineteenth-Century Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.